

Unité inter-départementale des Hautes-Pyrénées et du Gers
Cité administrative
BP1708
Cedex 09
65017 TARBES

TARBES, le 02/02/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/02/2023

Contexte et constats

Publié sur 

GEOPETROL S.A.

41 boulevard des Capucines
75002 PARIS 02

Références : 2023-0118-Dp
Code AIOT : 0006811221

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/02/2023 dans l'établissement GEOPETROL S.A. implanté Chemin de Momy 65500 VILLENAVE PRES BEARN. L'inspection a été annoncée le 07/12/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GEOPETROL S.A.
- Chemin de Momy 65500 VILLENAVE PRES BEARN
- Code AIOT : 0006811221
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

La société GEOPETROL exploite des installations d'extraction, de séparation, de stockage, et d'expédition de pétrole brut sur la commune de Villenave-Près-Béarn (site de Lagrave). L'extraction du pétrole relève du code minier. Les installations de stockage et d'expédition sont autorisées, au titre des ICPE, par arrêté préfectoral du 30 décembre 2014, modifié le 30 décembre 2016.

Au regard de l'article R. 511-10 du code de l'environnement, le site a le statut SEVESO seuil bas, par dépassement direct du seuil fixé pour la rubrique 4511 (quantité supérieure à 200 tonnes).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- **équipements sous pression**
- **respect de certaines prescriptions de l'arrêté ministériel du 04/10/2010**
- **respect de certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral du 30/12/2014.**

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Inspection périodique des ESP	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
3	Requalification périodique des ESP	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 25	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
14	entretien des installations de traitement	Arrêté Préfectoral du 30/12/2014, article 4.3.3	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Liste des ESP	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-III	/	Sans objet
4	Etat des stocks	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	/	Sans objet
5	POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Sans objet
6	Surveillance du site	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 36	/	Sans objet
7	détection liquide	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 22-9	/	Sans objet
8	Sécurité du réservoir de stockage	Arrêté Préfectoral du 30/12/2014, article 7.3.5.1	/	Sans objet
9	Poste de déchargement	Arrêté Préfectoral du 30/12/2014, article 7.3.5.2	/	Sans objet
10	Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 30/12/2014, article 3.2.3	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
11	Valeurs limites en flux dans les rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 30/12/2014, article 3.2.4	/	Sans objet
12	collecte et traitement des effluents aqueux	Arrêté Préfectoral du 30/12/2014, article 4.3.4	/	Sans objet
13	Valeurs limites de rejets des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 30/12/2014, article 4.3.7	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est correctement exploité. L'exploitant doit justifier des délais retenus entre deux inspections ou requalifications périodiques pour ses équipements sous pression. Il doit également justifier de l'entretien annuel du séparateur d'hydrocarbures.

Des prescriptions inadaptées de l'arrêté préfectoral du 30 décembre 2014 ont été constatées lors de la visite: il appartient à l'exploitant de solliciter auprès de Monsieur le préfet une demande de modification des prescriptions (demande argumentée et justifiée)

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Liste des ESP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-III
Thème(s) : Risques chroniques, Liste des ESP
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique. L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.
Constats : La liste des ESP a été présentée en inspection et n'appelle pas de remarques.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Inspection périodique des ESP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17
Thème(s) : Risques chroniques, Inspection périodique des ESP
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : I. - L'inspection périodique est réalisée :- pour les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide, les générateurs de vapeur exploités sans présence humaine permanente, et pour les équipements revêtus intérieurement et/ou extérieurement non mis à nu, par un organisme habilité suivant les dispositions du I. de l'article 34 du présent arrêté ; - pour les autres équipements, sous la responsabilité de l'exploitant, par une personne compétente désignée à cet effet. Cette personne peut être récusée par l'autorité administrative compétente si cette dernière estime qu'elle ne satisfait pas à cette condition.II. - Selon le cas, l'organisme habilité ou la personne compétente établit un compte rendu de l'inspection périodique, daté et signé par la personne ayant réalisé l'inspection périodique, mentionnant les résultats de tous les essais et contrôles qui ont été effectués.III. - Le compte rendu est transmis à l'exploitant. Lorsqu'il comporte une ou plusieurs observations, l'exploitant contresigne le compte rendu.Lorsqu'une altération du niveau de sécurité est mise en évidence, la remise en service de l'équipement est subordonnée au résultat favorable d'un nouveau contrôle, dont la portée peut être limitée aux seules parties concernées par l'altération.L'organisme habilité émet un nouveau compte rendu prenant en compte le résultat favorable du nouveau contrôle.Lorsque l'altération est traitée au moyen d'une intervention, le contrôle après l'intervention a valeur d'inspection périodique.
Constats : Par sondage, l'inspection a vérifié les inspections périodiques des deux équipements suivants: - DS500: séparateur (huile brute): la dernière IP a été réalisée le 03/07/2020 par l'organisme agréé (APAVE). La périodicité indiquée dans la fiche d'inspection est de 36 mois. - ballon compresseur D14440 (air): la dernière IP a été réalisée le 10/07/2020 par l'organisme agréé (APAVE). La périodicité indiquée dans la fiche d'inspection est de 36 mois alors qu'elle est indiquée à 48 mois dans le tableau de suivi des ESP.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Requalification périodique des ESP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 25
Thème(s) : Risques chroniques, Requalification périodique des ESP
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.-L'organisme habilité émet une attestation permettant d'identifier le (ou les) équipement (s) concerné (s), datée et signée par l'expert assumant la responsabilité de la requalification périodique. La date retenue est celle de la dernière opération de la requalification périodique. Sont joints à cette attestation le compte rendu détaillé des opérations de contrôle effectuées en application des articles 20 à 22 et, pour une tuyauterie, les documents nécessaires à son identification. II.-Cette attestation est transmise à l'exploitant ou au responsable de l'établissement auquel la responsabilité des opérations a été confiée. Lorsque le destinataire est le responsable de l'établissement, celui-ci transmet à son tour l'attestation à l'exploitant. III.-Lorsqu'une non-conformité entraînant une altération du niveau de sécurité est mise en évidence, l'attestation le mentionne et la transmission prévue au II est effectuée sous pli recommandé avec avis de réception. L'organisme habilité en rend compte à l'autorité administrative compétente en charge des appareils à pression prévue à l'article R. 557-1-2, dans un délai maximal de cinq jours ouvrés. La remise en service de l'équipement est subordonnée au résultat favorable d'un nouveau contrôle, dont la portée peut être limitée aux seules parties concernées par l'altération. Lorsque l'altération est traitée au moyen d'une intervention, le contrôle après l'intervention a valeur d'inspection de requalification périodique. L'organisme habilité émet une nouvelle attestation prenant en compte le résultat favorable du nouveau contrôle. IV.-Il est interdit :-d'exploiter un équipement soumis au régime de la requalification périodique s'il ne dispose pas d'une attestation valide ou le cas échéant du marquage correspondant ; -dans le cas mentionné au III, de remettre en service ou de détenir un tel équipement si sa mise hors service n'a pas été matérialisée.</p>
<p>Constats : Par sondage, l'inspection a vérifié les requalifications périodiques des deux équipements suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> - DS500: séparateur (huile brute): la dernière RQ (requalification périodique) a été réalisée le 03/07/2020 par l'organisme agréé (APAVE). La fréquence périodique indiquée dans la fiche d'inspection est de 36 mois. - ballon compresseur D14450(air): la dernière RQ a été réalisée le 10/07/2020 par l'organisme agréé (APAVE). La fréquence périodique indiquée dans la fiche d'inspection est de 108 mois alors qu'elle est indiquée à 120 mois dans le tableau de suivi des ESP. <p>Sur la fiche de requalification du ballon compresseur, il est indiqué en commentaire la présence d'une corrosion interne superficielle avec présence d'huile en fond de réservoir. En plus du suivi des ESP par les IP et RQ, l'exploitant procède à une inspection annuelle de ces équipements, inspection annuelle identifiée dans le Plan de maintenance et de surveillance (PSM). L'exploitant a présenté le dernier rapport d'inspection annuelle (rapport R22156) du 22/06/2022 de cet équipement: des mesures d'épaisseur sont réalisées sur 6 points de référence de l'équipement et comparées aux mesures d'épaisseurs des années précédentes. Pour le ballon compresseur D14450, les mesures n'ont pas montré de corrosion avancée.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Le présent article » est applicable aux installations relevant de l'article L. 515-32 du code de l'environnement ainsi qu'aux installations soumises à autorisation au titre de l'une des rubriques 1436, 2718, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746 , 4747 ou 4748 de la nomenclature des installations classées.</p> <p>L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>1. Servir aux besoins de la gestion d'un évènement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.</p> <p>2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.</p> <p>L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre évènement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.</p> <p>Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.</p> <p>Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.</p> <p>L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe. Les dispositions « du présent article » sont applicables à compter du 1er janvier 2022.</p>
Constats : L'état des stocks présenté en inspection répond bien aux exigences réglementaires. Le POI fait référence dans son annexe 3 dédiée aux produits chimiques à la présence d'un état des stocks.
Observations : L'annexe 3 du POI est à compléter afin de préciser le lien informatique permettant d'accéder à l'état des stocks.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, POI
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Pour les établissements seuil bas, l'élaboration d'un plan d'opération interne est obligatoire à compter du 1er janvier 2023 ; le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans et mis à jour, si nécessaire. « Annexe V : Données et informations devant figurer dans le plan d'opération interne, ou dans sa mise à jour postérieure au 31 décembre 2021 » (Arrêté du 22 septembre 2021, article 3 3°)</p> <p>a) Nom ou fonction des personnes habilitées à déclencher des procédures d'urgence et de la personne responsable des mesures d'atténuation sur le site et de leur coordination ;</p> <p>b) Nom ou fonction du responsable des liaisons avec l'autorité responsable du plan particulier d'intervention ;</p> <p>c) Pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur, description des mesures à prendre pour maîtriser cette situation ou cet événement et pour en limiter les conséquences, cette description devant s'étendre à l'équipement de sécurité et aux ressources disponibles ;</p> <p>d) Mesures visant à limiter les risques pour les personnes se trouvant sur le site, y compris système d'alerte et conduite à tenir lors du déclenchement de l'alerte ;</p> <p>e) Dispositions prises pour que, en cas d'incident, l'autorité responsable du déclenchement du plan particulier d'intervention soit informée rapidement, type d'informations à fournir immédiatement et mesures concernant la communication d'informations plus détaillées au fur et à mesure qu'elles deviennent disponibles ;</p> <p>f) Dispositions visant, en situation d'urgence, à guider les services d'urgence externes sur le site et à mettre à leur disposition les informations facilitant l'efficacité de leur intervention ;</p> <p>g) Au besoin, dispositions prises pour former le personnel aux tâches dont il sera censé s'acquitter et, le cas échéant, coordonner cette action avec les services d'urgence externes ;</p> <p>h) Dispositions visant à soutenir les mesures d'atténuation prises hors site ;</p> <p>i) Dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, dont les méthodes de prélèvement appropriées, et les analyses comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté, « et portant sur les substances toxiques, » les types de produits de décomposition mentionnés au I de l'annexe III « et, le cas échéant, pour les installations relevant du L. 515-36 du code de l'environnement, les substances générant des inconvénients fortes sur de grandes distances ». Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieurs au 1er janvier 2023.</p> <p>j) Moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté.</p>
Constats : Le site disposait d'un plan d'urgence qu'il a mis à jour le 30/12/2022 afin de le rendre compatible avec les exigences de l'article 5 de l'AM du 26/05/2014 et en le nommant POI.
Observations : L'exploitant doit transmettre le POI mis à jour (version papier et version numérique) à Monsieur le préfet (copie à l'inspection des installations classées).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Surveillance du site

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 36
Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance du site
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En dehors des heures d'exploitation de l'installation, une surveillance de toute installation contenant plus de 600 mètres cubes de liquides inflammables de catégorie A, B, C1 ou D1 ou plus de 10 000 mètres cubes de liquides inflammables de catégorie C2, par gardiennage ou télésurveillance, est mise en place en permanence afin de transmettre l'alerte en cas de sinistre. Si cette alerte est directement transmise aux services d'incendie et de secours, l'exploitant définit les mesures permettant l'accès et l'intervention des moyens publics dans les meilleures conditions possibles.</p> <p>Dans le cas d'une présence permanente sur un site visé au premier alinéa de ce point 36-1, une intervention suite à un déclenchement d'une alarme incendie ou une détection de fuite, est effective dans un délai maximum de quinze minutes.</p> <p>Dans le cas d'un site visé au premier alinéa de ce point 36-1 sous télésurveillance :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un système de détection de fuite, telle que visée à l'article 22-9 du présent arrêté, est obligatoire et entraîne l'intervention d'une personne apte à intervenir et compétente dans un délai maximum de trente minutes ; - un système de détection d'incendie est obligatoire et actionne automatiquement le refroidissement des installations voisines. Une personne apte, formée et autorisée à la mise en œuvre des premiers moyens d'extinction est présente dans un délai inférieur à trente minutes après déclenchement de ce dispositif. <p>Les délais fixés dans les deux alinéas précédents peuvent être portés à soixante minutes pour les stockages d'une capacité réelle inférieure à 1 500 mètres cubes, sous réserve de l'accord préalable des services d'incendie et de secours.</p> <p>Constats : Le site est classé sous la rubrique 4511 pour un volume de pétrole supérieur à 600 m³. Or après vérification sur le site, les deux bacs de stockage ont des volumes utiles unitaires inférieurs à 300 m³. En prenant en compte le volume contenu dans les canalisations et équipements connexes, le volume maximal présent sur le site est inférieur à 600 m³. Un courrier du 4 juillet 2018 de la société Géopétrol adressé au préfet avait notamment détaillé le calcul permettant de confirmer un volume inférieur à 600 m³, mais sans prise d'acte.</p> <p>De ce fait, l'article 36 de l'AM du 03/10/2020 ne s'applique pas. Une mise à jour du classement ICPE du site sera proposée dans le cadre de la prochaine modification de l'arrêté préfectoral du site (modification à venir - voir autres points de constats de l'inspection qui nécessitent une mise à jour de l'arrêté préfectoral).</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : détection liquide

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 22-9
Thème(s) : Risques accidentels, détection liquide
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : 22-9. Lorsqu'une perte de confinement sur un réservoir peut être à l'origine d'un phénomène dont les effets de surpression sont susceptibles de conduire à des dangers significatifs pour la vie humaine à l'extérieur du site, une détection de présence de liquide inflammable (détection liquide ou gaz) est mise en place. Cette disposition est applicable aux installations existantes dans un délai de cinq ans à compter de la date de publication du présent arrêté. En l'absence de gardiennage des installations, un dispositif d'alerte permet une intervention dans les trente minutes suivant le début de la fuite. Cette disposition est applicable aux installations existantes dans un délai de cinq ans à compter de la date de parution du présent arrêté.
Constats : Le site dispose de détecteurs de fuite (détecteurs d'hydrocarbures). Ces détecteurs sont présents au niveau de la cuvette de rétention associée aux deux bacs de stockage, de la pomperie, et au niveau des réseaux de collecte des eaux pluviales. Les détecteurs de fuite associés au réseau de collecte des eaux pluviales sont asservis à la fermeture de la vanne BSD5310 (vanne de confinement sortie bassin d'orage). Un test de ce dispositif de sécurité a été réalisé durant la visite et a été concluant. Le fonctionnement de la vanne est testée tous les mois (dernier test du 03/01/2023). Les détecteurs sont testés annuellement.
Observations : L'exploitant réalise un test annuel complet de la chaîne de détection (détecteur hydrocarbures, vanne BSD) mais ne le trace pas sur un registre.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Sécurité du réservoir de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/12/2014, article 7.3.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Sécurité du réservoir de stockage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une détection de niveau sur les bacs est mise en place avec arrêt des pompes en cas de baisse brutale de niveau.</p> <p>Les réservoirs de liquides inflammables sont équipés :</p> <ul style="list-style-type: none">d'un dispositif de mesure de niveau fonctionnant de façon continue dont le signal est utilisé pour les asservissements de conduite des opérations de réception (telles que le changement de réservoir ou l'arrêt de la réception) ;d'une sécurité de niveau haut, correspondant au premier niveau de sécurité situé au-dessus du niveau maximum d'exploitation :- indépendante du dispositif de mesure de niveau ;- installée de façon à pouvoir être contrôlée régulièrement ;- programmée pour que l'atteinte du niveau de sécurité haut :- génère une alarme visuelle et sonore ;- génère l'envoi d'une information vers l'opérateur du transporteur ;- stoppe automatiquement la réception, éventuellement de façon temporisée, par action sur la vanne d'arrivée du liquide inflammable ;- positionnée de façon à ce que, compte tenu de la vitesse de remplissage et du temps de manœuvre des vannes, la réception de liquides inflammables soit arrêtée dans le réservoir avant que le liquide n'atteigne le niveau très haut même lorsque la temporisation prévue à l'alinéa précédent est mise en œuvre ;d'une seconde sécurité de niveau correspondant à un niveau de sécurité très haut :- indépendante du dispositif de mesure de niveau et de la première sécurité de niveau ;- installée de façon à pouvoir être contrôlée régulièrement ;- programmée pour que l'atteinte du niveau de sécurité très haut entraîne un arrêt immédiat de la réception par la fermeture de la vanne d'arrivée produit et la fermeture de la vanne d'entrée du réservoir ;- positionnée de façon à ce que, compte tenu de la vitesse de remplissage et du temps de manœuvre des vannes, la réception de liquides inflammables soit arrêtée avant le débordement du réservoir.
<p>Constats : Les bacs de stockage sont équipés de deux détecteurs (niveau haut et niveau très haut) indépendants, qui mettent en sécurité le site (arrêt des pompes). Ces détecteurs sont entretenus et testés selon la périodicité définie dans le plan de surveillance. Le dernier test a été réalisé le 10/01/2023. La maintenance a été faite par la société SPIE le 22/03/2022 (dépose, nettoyage et étalonnage) et permet d'éviter une dérivation dans le temps des détecteurs.</p> <p>L'alarme sonore et visuelle a été testée durant la visite d'inspection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Poste de déchargement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/12/2014, article 7.3.5.2
Thème(s) : Risques accidentels, Poste de déchargement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le poste de chargement de citerne routière n'est pas en libre service, ni laissé sans surveillance.</p> <p>Le circuit de chargement d'une citerne routière est muni d'un dispositif de fermeture (par exemple, une vanne) en acier, tant pour le corps que pour l'organe d'obturation. Ce dispositif d'isolement est monté soit au plus près des parties flexibles, soit directement sur le bras de chargement.</p> <p>Le chargement de liquides inflammables se font en présence d'une personne formée à la nature et dangers des liquides inflammables, aux conditions d'utilisation des installations et à la première intervention en cas d'incident survenant au cours d'une opération de chargement.</p> <p>Lorsque le niveau de la citerne n'est pas surveillé en permanence lors d'un chargement sous le contrôle de la personne mentionnée précédemment, un dispositif automatique veille à ce que la capacité de la citerne ne soit pas dépassée.</p> <p>Un système de détection de niveau est mis en place afin de prévenir tout débordement de la rétention.</p> <p>Avant d'effectuer le chargement d'un camion citerne, l'exploitant doit vérifier un certains nombre de points :</p> <ul style="list-style-type: none"> le bras de chargement doit être connecté, le bras de récupération des COV doit être connecté, la liaison équipotentielle poste de chargement/camion doit être connectée, la vanne de connexion « regard de collecte/cuve enterrée » est ouverte, la vanne de connexion « regard de collecte/réseau eaux potentiellement polluées » est fermée, la capacité disponible dans la cuve de rétention associée à l'aire de chargement doit être supérieur au volume à transférer. Cette vérification est réalisée grâce à deux détecteurs de niveaux, le niveau maximum du camion est limité grâce à une sonde de niveau anti-débordement connectée au poste de chargement, le volume de chargement demandé et programmé par l'opérateur est inférieur au volume maximum de chargement autorisé. <p>Le moteur du véhicule est arrêté lors du chargement , sauf si celui-ci est nécessaire à l'opération.</p> <p>La cnnexion équipotentielle établie entre le véhicule et l'installation de chargement n'est interrompue que lorsque :</p> <ul style="list-style-type: none"> les vannes du poste de chargement et les dômes du véhicule sont fermés, dans le cas d'un chargement par le dôme; toutes les opérations de débranchement sont effectuées et les bouchons de raccord du véhicule remis en place, dans le cas d'un chargement en source.
<p>Constats : Le poste de chargement est bien équipé de l'ensemble des dispositifs de sécurité réglementaire imposés par l'article 7.3.5.2 de l'arrêté préfectoral.</p> <p>Le personnel des entreprises procédant aux chargements est formé aux procédures spécifiques à mettre en place. Un opérateur du site est toujours présent. Une procédure PEX-LAV-0008-2015 précise l'ensemble des opérations à réaliser durant les opérations de chargement et les vérifications à mener par les salariés du site: cette procédure est présentée aux personnels des entreprises extérieures dans le cadre des journées de sensibilisation. Cette procédure reprend bien les différents points de vérification évoqués par l'article 7.3.5.2 de l'arrêté préfectoral.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/12/2014, article 3.2.3
Thème(s) : Risques accidentels, Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les émissions de COV canalisées non méthaniques issues des réservoirs de stockage de liquides inflammables respectent les valeurs limites suivantes, les volumes de gaz étant rapportés à des conditions normalisées de température (0 °C) et de pression (101,3 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) :</p> <p>Concentration en O2 ou CO2 de référence : 3 % de O2 Poussières : 5 mg/Nm3 NOX en équivalent NO2: 100 mg/Nm3 CO: 100 mg/Nm3 CH4: 50 mg/Nm3 COV totaux: 20* ou 50* mg/Nm3</p> <p>* Dans le cas de l'utilisation d'une technique d'oxydation pour l'élimination des COV, la valeur limite d'émission en COV exprimée en carbone total est de 20 mg/Nm³ ou 50 mg/Nm³ si le rendement d'épuration est supérieur à 98 %. La teneur en oxygène de référence pour la vérification de la conformité aux valeurs limites d'émission est celle mesurée dans les effluents en sortie d'équipement d'oxydation.</p>
<p>Constats : L'exploitant réalise une surveillance annuelle de ces rejets en sortie de l'unité d'oxydation. La dernière campagne du 12/09/2022 ne montre pas de non-conformités sur l'ensemble des paramètres mesurés. Le taux de rendement de l'unité est supérieur à 98% (mesure APAVE).</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a fait part des prescriptions inadaptées de cet article:</p> <ul style="list-style-type: none"> - la valeur limite en concentration en poussières imposée est très faible (5 mg/Nm3): l'AM du 03/10/2010 qui régit les émissions atmosphériques n'impose aucune surveillance sur ce paramètre. L'arrêté ministériel du 02/02/1998 (qui est non applicable aux stockages de liquides inflammables) impose lui une concentration de 100 mg/Nm3 pour un flux inférieur à 1 kg/h (d'après les données, le flux de poussières est de 10 g/h). - la concentration en oxygène a été fixée à 3% dans l'arrêté préfectoral ce qui est contraignant pour l'exploitant. La teneur en oxygène de référence pour la vérification de la conformité aux valeurs limites d'émission imposée par l'article 45 de l'AM du 03/10/2010 est celle mesurée dans les effluents en sortie d'équipement d'oxydation (soit entre 15 et 17 % pour le cas de Géopétrol), et n'impose donc pas une valeur fixe d'oxygène, - l'arrêté préfectoral impose une concentration en COV totaux alors que l'article 45 de l'AM du 03/10/2010 impose une concentration sur les COV non méthaniques.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Valeurs limites en flux dans les rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/12/2014, article 3.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites en flux dans les rejets atmosphériques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps. Les flux de polluants rejetés dans l'atmosphère doivent être inférieurs aux valeurs limites suivantes : CO2: 1 200 000 Kg/an NOX en équivalent NO2 :1 600 Kg/an CO :1 600 Kg/an CH4: 800 Kg/an COV totaux: 800 Kg/an</p> <p>Constats : L'article 3.2.4 de l'arrêté préfectoral impose des flux annuels maximum. Ces flux avaient été tirés de l'étude d'impact du site et correspondaient à des niveaux moyens donnés par le constructeur. Sur 2022, les flux annuels ont été respectés mais sur 2021, le flux annuel de CO2 a été calculé à 1 777 960 kg/an (contre 1 200 000 kg/an). L'exploitant souhaiterait solliciter une modification de cette prescription. L'inspection des installations classées considère qu'imposer un flux maximum horaire aurait plus de sens. Il est donc demandé dans le cadre de la demande de modification des prescriptions de l'arrêté préfectoral de proposer un débit maxi horaire en sortie de l'unité d'oxydation permettant de calculer des flux maxi horaires pour chaque polluant. L'exploitant devra justifier que ces flux ne remettent pas en cause les conclusions de l'étude sanitaire annexée à l'étude d'impact.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : collecte et traitement des effluents aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/12/2014, article 4.3.4
Thème(s) : Risques chroniques, collecte et traitement des effluents aqueux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les points de rejet dans le réseau d'eaux pluvial et dans le réseau d'assainissement collectif sont repérés sur un plan (Cf. annexe 5). Les eaux de purges et les eaux contenues dans la rétention de l'aire de chargement sont rejetées à l'entrée du séparateur pour être valorisées. Les eaux industrielles collectées sont éliminées vers des filières de traitement des déchets appropriées. Les eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux utilisées pour l'extinction) sont collectées et éliminées vers des filières de traitement des déchets appropriées. Les eaux usées provenant des sanitaires sont collectées dans une fosse toutes eaux de 3 m3 pourvue d'un dispositif de ventilation. Un filtre à sable à drainage vertical d'une superficie suffisante pour permettre d'assurer le traitement des eaux.</p> <p>Constats : Les différents points de rejets ont été vus durant l'inspection et n'appellent pas d'observation.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Valeurs limites de rejets des eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/12/2014, article 4.3.7
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites de rejets des eaux pluviales
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de respecter avant rejet les valeurs limites en concentration définies ci-dessous :</p> <p>Paramètres Valeurs limites maximales de rejet Matières en suspension (MEST) : 35 mg/l Demande chimique en oxygène (DCO) : 125 mg/l Demande biochimique en oxygène (DBO5) : 30 mg/l Hydrocarbures totaux : 5 mg/l Conductivité : 300 µS/cm</p> <p>Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des eaux pluviales et les réseaux de collecte des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués.</p> <p>L'exploitant établit une procédure d'entretien des ouvrages de traitement des eaux avant rejet.</p> <p>Constats : L'exploitant procède à une analyse annuelle sur le point de rejet en sortie du bassin d'orage et à une fréquence triannuelle sur les autres points de rejets. La dernière analyse en sortie du bassin d'orage a été réalisée le 29/11/2022 par le Laboratoire départementale des Pyrénées. Aucune non-conformité n'a été constatée.</p> <p>L'exploitant a présenté la procédure relative à la gestion des eaux pluviales (PEX-LAV-0021 du 21/09/2015). Elle n'appelle pas d'observation.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : entretien des installations de traitement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/12/2014, article 4.3.3
Thème(s) : Risques chroniques, entretien des installations de traitement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur des aires de stationnement, de chargement et déchargement, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence. Ces dispositifs de traitement sont conformes aux normes en vigueur. Ils sont nettoyés par une société habilitée lorsque le volume des boues atteint 2/3 de la hauteur utile de l'équipement et dans tous les cas au moins une fois par an. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues, et en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur.</p> <p>Constats : L'exploitant n'a pas pu justifier de l'entretien annuel du débourbeur/déshuileur en sortie du bassin d'orage.</p> <p>L'entretien du bassin a pu être justifié (boues récupérées et éliminées par la société agréée SARP - bordereau signé le 18/10/2022).</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale